

SOURCE : <http://www.banquemondiale.org/fr/news/2012/11/18/new-report-examines-risks-of-degree-hotter-world-by-end-of-century>

COMMUNIQUÉS DE PRESSE

## **Un nouveau rapport examine les risques liés à un réchauffement climatique de 4 degrés d'ici la fin du siècle**

Date : 18 novembre 2012

« *Turn Down the Heat* » alerte sur les effets désastreux de l'inaction : inondations urbaines, hausse de la malnutrition, destruction des récifs coralliens et canicules insupportables

**WASHINGTON, le 18 novembre 2012.** Un nouveau rapport scientifique commandé par la Banque mondiale et publié aujourd'hui nous prévient qu'à défaut de mesures concrètes de lutte contre le changement climatique, la communauté internationale pourrait bien subir les conséquences catastrophiques d'une hausse de 4 degrés de la température moyenne d'ici la fin du siècle, y compris des vagues de chaleur extrême, une baisse des stocks mondiaux de denrées alimentaires, et une élévation du niveau des mers qui pourrait toucher des centaines de millions de personnes.

Toutes les régions du monde sont menacées — certaines plus que d'autres — mais le rapport souligne que les pauvres sont ceux qui souffriront le plus.

Intitulé en anglais *Turn Down the Heat*, ce document réunit les données scientifiques les plus récentes sur le climat. Élaboré pour la Banque mondiale par le Potsdam Institute for Climate Impact Research (PIK) et par Climate Analytics, il indique que le réchauffement climatique mondial pourrait atteindre 4 °C<sup>[1]</sup> d'ici la fin du siècle, et que les engagements actuels de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) ne permettront guère d'atténuer cette hausse de la température moyenne.

« *Nous pouvons et nous devons éviter une hausse de 4 degrés. Il faut limiter le réchauffement à 2 degrés,* déclare le **président du groupe de la Banque mondiale, Jim Yong Kim**. *Si nous n'agissons pas suffisamment contre le changement climatique, nous risquons de léguer à nos enfants un monde radicalement différent de celui que nous connaissons aujourd'hui. Le changement climatique est l'un des principaux obstacles auquel se heurtent les efforts de développement, et nous avons la responsabilité morale d'agir pour le bien des générations futures, et en particulier les plus pauvres.* »

Le rapport prévient qu'une augmentation de 4 °C pourrait avoir des conséquences catastrophiques : inondation des villes côtières ; risques accrus pesant sur la production vivrière et qui pourraient conduire à une hausse des taux de sous-alimentation et de malnutrition ; aggravation de la sécheresse dans les zones arides et du niveau d'humidité dans les zones humides ; vagues de chaleur sans précédent dans beaucoup de régions, et particulièrement sous les tropiques ; aggravation sensible des pénuries d'eau dans beaucoup de régions ; intensification des cyclones tropicaux ; perte irréversible de la biodiversité, y compris dans les systèmes de récifs coralliens.

« *Il apparaît que les réactions du système terrestre au changement climatique ne sont pas linéaires,* fait observer le directeur de PIK, **John Schellhuber**. *Si nous dépassons le seuil de 2 degrés pour nous*

*approcher de 4 degrés, le risque de franchir le point de non-retour s'aggrave sérieusement. Le seul moyen d'éviter ce piège est de modifier nos modes actuels de production et de consommation. »*

La hausse de 4 degrés n'est cependant pas inévitable, souligne le rapport. L'adoption de politiques de développement durable pourrait en effet nous permettre de limiter le réchauffement planétaire à moins de 2 degrés, soit le seuil fixé par la communauté internationale — sachant que cette limite fait elle-même courir à l'environnement et aux populations humaines des risques non négligeables.

*« Le monde doit s'attaquer plus énergiquement au problème du changement climatique, selon **Jim Yong Kim**. Il est essentiel d'accroître les efforts d'adaptation et d'atténuation, et les solutions existent. Nous devons organiser une réponse mondiale d'ampleur égale au problème du changement climatique, une réponse qui nous conduira à un développement soutenable sur le plan climatique et à une prospérité partagée. Mais le temps presse. »*

Les travaux menés par le Groupe de la Banque mondiale sur la croissance verte et solidaire ont conduit à conclure qu'une utilisation plus efficace et plus intelligente de l'énergie et des ressources naturelles pourrait nous permettre de réduire radicalement l'impact du développement sur le climat sans pour cela ralentir les efforts de lutte contre la pauvreté ou la croissance économique.

*« Chaque pays choisira bien sûr des moyens différents pour réaliser une croissance plus écologique et trouver un compromis entre ses besoins d'énergie et les impératifs de gestion durable de cette énergie, mais il existe dans chacun d'eux des occasions de croissance verte à exploiter », précise **Rachel Kyte**, vice-présidente de la Banque mondiale chargée du développement durable.*

Au nombre des initiatives envisageables, on peut inclure : l'utilisation à meilleur escient de la somme de plus de 1 000 milliards de dollars actuellement consacrée aux subventions pour l'exploitation des combustibles fossiles et autres subventions aux effets pervers sur l'environnement ; la prise en compte de la valeur du capital naturel dans l'établissement des comptes nationaux ; l'augmentation des dépenses publiques et privées consacrées à l'« infrastructure verte », capable de résister aux conditions météorologiques extrêmes, et aux systèmes de transports publics urbains conçus pour minimiser les émissions de carbone et maximiser la création d'emplois et l'accès aux services ; l'appui aux régimes internationaux et nationaux de détermination du prix du carbone et d'échanges de droits d'émission ; l'augmentation du rendement énergétique — en particulier dans les bâtiments — et un meilleur partage de l'énergie renouvelable produite.

*« Ce rapport nous fait prendre conscience du fait que la volatilité climatique actuelle influe sur tout ce que nous faisons, ajoute **Rachel Kyte**. Nous devons redoubler d'efforts pour renforcer notre capacité d'adaptation et de résilience, et pour trouver des solutions aux défis climatiques d'aujourd'hui. »*

Le rapport présente un aperçu des conséquences climatiques directes et indirectes de l'évolution actuelle des émissions de GES. Ses principales conclusions sont les suivantes :

- **Les vagues de chaleur extrême** qui, dans un monde sans réchauffement climatique, ne devraient survenir qu'une fois toutes les quelques centaines d'années, sévront presque tous les étés dans beaucoup de régions. Leurs incidences ne seront pas réparties uniformément. Les hausses de température les plus importantes devraient survenir en zones terrestres et varier de 4 à 10 °C. On devrait s'attendre à des hausses de 6 °C ou plus des températures mensuelles estivales moyennes dans la région méditerranéenne, en Afrique du Nord, au Moyen-Orient et dans certaines parties des États-Unis.

- On observera vraisemblablement une élévation de 0,5 à 1 mètre du niveau moyen des mers d'ici à 2100, et des niveaux plus élevés sont également possibles. Certaines des villes les plus vulnérables à ce phénomène sont situées au Mozambique, à Madagascar, au Mexique, au Venezuela, en Inde, au Bangladesh, en Indonésie, aux Philippines et au Viet Nam.
- Les régions les plus vulnérables se trouvent en zones tropicales, subtropicales et polaires, où de multiples impacts risquent de s'additionner.
- L'agriculture, les ressources en eau, la santé humaine, la biodiversité et les services écosystémiques seront vraisemblablement gravement touchés. Ces répercussions pourraient engendrer de vastes déplacements de populations, réduire la sécurité et perturber les systèmes économiques et le commerce.
- Beaucoup de petits États insulaires risquent de se trouver incapables d'assurer la survie de leurs populations.

Selon le rapport, le verdict scientifique est sans appel : les activités humaines sont responsables du réchauffement de la planète, et ce réchauffement se traduit déjà par des changements observables. La température moyenne globale ne cesse d'augmenter ; elle dépasse actuellement d'environ 0,8 °C les niveaux préindustriels.

Bien qu'un réchauffement de la planète de 0,8 °C puisse paraître insignifiant, le rapport fait valoir que beaucoup d'effets des changements climatiques sont déjà observables et qu'une augmentation de 0,8 à 2,0 °C ou plus posera des risques beaucoup plus importants. Une augmentation de la température moyenne de la planète de 4 °C s'approche des variations historiques connues. Nous savons qu'une baisse de la température moyenne globale d'environ 4,5 à 7 °C a été à l'origine de la dernière époque glaciaire, période au cours de laquelle la plus grande partie de l'Europe centrale et du nord des États-Unis a été recouverte d'une couche de glace de plusieurs kilomètres d'épaisseur. Or, les changements climatiques actuels induits par les activités humaines se mesurent non pas sur des millénaires, mais sur un siècle.

« La Banque mondiale a demandé au Potsdam Institute for Climate Impact Research et à Climate Analytics de réaliser une analyse sommaire des données les plus récentes des sciences du climat afin de nous permettre de mieux saisir les effets possibles d'une augmentation de la température globale de 4 °C sur les pays en développement », explique Rachel Kyte.

La Banque mondiale aide aujourd'hui 130 pays à lutter contre le changement climatique. L'an dernier, elle a doublé son portefeuille de prêts consacrés aux mesures d'adaptation. Les Fonds d'investissement climatiques gérés par la Banque mondiale dans 48 pays atteignent au total 7,2 milliards de dollars et permettent de mobiliser 43 milliards de dollars supplémentaires dans des investissements pour des technologies propres et l'adaptation au changement climatique. La Banque mondiale participe de plus en plus au financement de projets concrets qui aident les plus démunis à sortir de la pauvreté, à améliorer leur capacité de résilience au changement climatique et à réduire les émissions.